

Convention collective interrégionale

IDCC : 172. – **INDUSTRIE DU BOIS DE PIN MARITIME
EN FORÊT DE GASCogne**
(29 mars 1956)

(Etendue par arrêté du 6 septembre 1956,
Journal officiel du 5 octobre 1956)

AVENANT DU 24 AVRIL 2008
RELATIF À L'ORGANISATION DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE
NOR : *ASET0850913M*
IDCC : 172

PRÉAMBULE

Les organisations syndicales professionnelles et les organisations syndicales de salariés signataires du présent accord rappellent que le secteur de la transformation du pin maritime est un secteur majeur de la filière forêt bois de la zone de la forêt de Gascogne.

Considérant que la négociation collective est un des piliers de la compétitivité et des rapports sociaux dans la branche, elles conviennent par le présent accord d'organiser dans une perspective innovante les relations sociales du travail afin de favoriser le dialogue social et d'assurer sa prise en charge par les employeurs.

Une association régionale paritaire pour le financement de la négociation collective est créée à cet effet.

Vu la convention collective, et notamment son article 8 et ses avenants, il est convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}

Champ d'application

Article 1^{er}

Le présent accord est applicable aux entreprises relevant des activités liées à l'article 1^{er} « Champ d'application » de la convention collective régionale

de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne (172) et dont les codes NAF (nomenclature NAF rev.2) sont :

- 16-10 A. - Sciage et rabotage du bois (ex-201 A) ;
- 16-23 Z. - Fabrication de charpente et autres menuiseries pour partie Moulures et baguettes (ex-203 Z) ;
- 16-24 Z. - Fabrication d'emballage bois (ex-204 Z) ;
- 16-29 Z. - Fabrication d'objets divers en bois (ex-205 A).

CHAPITRE II

Dispositions relatives à l'organisation de la négociation collective

Article 2.1

Organisation de la négociation collective

A l'occasion de chaque réunion de commission paritaire convoquée en vue de l'étude, de la négociation ou de la révision d'une convention ou d'un accord collectif de travail, chaque organisation syndicale de salariés signataire représentative dans le champ d'application de la convention ou de l'accord peut inclure dans sa délégation un maximum de 3 représentants d'une même organisation signataire relevant du champ d'application de cette convention ou de cet accord.

Le nombre total de représentants d'employeurs ne peut être supérieur à 15 pour une même réunion.

Article 2.2

Réunions concernées

Les réunions concernées sont les réunions paritaires relevant de la présente convention collective, à savoir :

- commission paritaire ;
- commission mixte paritaire convoquée par le représentant de l'Etat ;
- commission régionale d'interprétation et de conciliation ;
- et autres commissions qui seraient créées par la convention collective.

Article 2.3

Participation à la négociation collective

Les représentants définis à l'article 2.1 qui sont salariés en activité bénéficient de l'autorisation de s'absenter de leur travail pour participer à la réunion d'une commission paritaire sur présentation à l'employeur d'une convocation écrite. Pour permettre aux employeurs concernés de prévoir l'organisation du travail, les parties signataires du présent accord demandent que les convocations parviennent à leurs destinataires au moins 15 jours calendaires à l'avance afin de prévenir leurs employeurs.

Le salaire des salariés en activité ainsi autorisés à s'absenter est maintenu par l'employeur sur présentation d'une attestation de présence, et l'employeur demande le remboursement des salaires et des charges sociales à

l'ARPFIBPFG sur la base d'un bordereau établi à cet effet et sur justificatifs.

Les frais de déplacement, de repas, voire si nécessaire d'hébergement, des représentants de salariés sont pris en charge sur justificatifs et sur la base du règlement intérieur par l'ARPFIBPFG.

Le présent article se substitue aux clauses moins favorables ayant le même objet des conventions et accords collectifs conclus dans le champ d'application du présent accord. Les conventions et accords collectifs conclus dans le champ du présent accord sont réputés conformes aux dispositions de l'article L. 132-14, alinéa 1, du code du travail.

CHAPITRE III

Dispositions relatives au financement de la négociation collective

Article 3.1

Création de l'ARPFIBPFG

Les organisations signataires du présent accord conviennent de constituer une association régionale paritaire pour le financement de la négociation collective dans l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne (ARPFIBPFG).

L'objet de cette association est de financer l'information, l'animation, les frais de déplacement et les rémunérations ou les indemnités de perte de revenus des salariés et des employeurs désignés par leur organisation syndicale ou professionnelle pour participer à la négociation collective des conventions et accords conclus dans le champ d'application du présent accord et conformément à son article 2.2.

Dans ce but, ARPFIBPFG recueille et gère les cotisations qui lui sont affectées ainsi que les subventions, dons et legs qui lui sont accordés.

Article 3.2

Cotisation des employeurs à l'ARPFIBPFG

Les employeurs de salariés d'entreprises relevant du champ d'application du présent accord contribuent au financement de l'ARPFIBPFG au moyen d'une cotisation égale à 0,2 % de la masse salariale (DADS N – 1) entrant dans l'assiette des cotisations sociales.

Cette cotisation est exigible au 28 février de chaque année et est recouvrée par l'ARPFIBPFG.

Article 3.3

Affectation du produit des cotisations recueillies

Le produit des cotisations recueillies par l'ARPFIBPFG est affecté au financement des frais exposés par les organisations syndicales de salariés et professionnelles d'employeurs signataires du présent accord pour l'animation et l'information relatives à la négociation collective et la préparation de cette dernière.

Article 3.4

Financement des frais exposés par les représentants des salariés et des employeurs à l'occasion de la négociation collective

A. – Financement des frais exposés par les représentants des salariés

Les produits recueillis sont prioritairement utilisés par l'ARPFIBPFG :

- d'une part, pour le remboursement des salaires maintenus par les employeurs en application de l'article 1.2 ci-dessus et des charges sociales y afférentes. A cet effet, les employeurs concernés transmettent l'état justificatif de la dépense à l'ARPFIBPFG ;
- d'autre part, pour la prise en charge des frais de repas, de déplacement et éventuellement d'hébergement dus en application de l'article 2.3 ci-dessus. Ces frais sont directement payés aux salariés concernés après consultation de la feuille de présence par l'ARPFIBPFG.

B. – Financement des frais exposés par les employeurs

L'ARPFIBPFG prend en charge les frais exposés par les employeurs et leur organisation syndicale professionnelle à l'occasion des réunions de commission paritaire en vue de la négociation d'une convention ou d'un accord collectif, dans le champ d'application du présent accord régional.

Le nombre d'employeurs susceptibles d'être pris en charge ne peut excéder 3 représentants par branche d'activité pour une même réunion.

A l'issue de chaque réunion, l'organisation syndicale professionnelle transmet à l'ARPFIBPFG un état des présences émargé par les intéressés. L'ARPFIBPFG verse un montant forfaitaire par participant pour compenser la perte de revenu des participants employeurs.

Article 3.5

Financement des frais exposés par les organisations syndicales et professionnelles, signataires du présent accord, pour l'animation et l'information des participants à la négociation collective

Lorsque, à la fin d'un exercice, le conseil d'administration de l'ARPFIBPFG constate que le produit des cotisations recueillies n'a pas été entièrement consommé, l'excédent est réparti entre les organisations syndicales de salariés signataires (60 %) et les organisations syndicales professionnelles (40 %) signataires du présent accord ayant participé à au moins la moitié des réunions de négociation au cours de l'exercice écoulé.

Les pourcentages destinés aux salariés sont répartis par l'ARPFIBPFG entre les organisations syndicales de salariés signataires du présent accord. Cette répartition est effectuée de façon égalitaire entre elles.

Les pourcentages destinés aux employeurs sont répartis par l'ARPFIBPFG entre les organisations représentatives des employeurs signataires du présent accord selon les modalités définies entre elles.

CHAPITRE IV

Dispositions finales

Article 4.1

Conditions de dénonciation du présent accord

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, peut être dénoncé par une des parties signataires avec un préavis de 3 mois. Cette partie devra en informer l'ensemble des autres signataires.

En cas de promulgation d'une loi créant des obligations nouvelles ou modifiant les présentes pour les employeurs dans les domaines traités par le présent accord, cet accord peut être dénoncé à tout moment par une des organisations signataires avec un préavis de 1 mois. Une commission paritaire se réunira dans ce délai en vue de réviser le présent accord.

Article 4.2

Date d'application

Le présent accord est applicable, après extension, à compter du premier jour du mois qui suit la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel* de la République française. Pour la première année civile d'application, les sommes sont appelées sans délai de temps au prorata du temps.

Article 4.3

Dépôt et extension

Les parties signataires conviennent d'effectuer le dépôt du présent accord auprès des services compétents du ministère du travail en confiant les démarches aux fédérations d'employeurs signataires.

Elles conviennent de demander l'extension et confient aux fédérations d'employeurs signataires de faire les démarches nécessaires à l'extension dans les meilleurs délais après signature.

Fait à Bruges, le 24 avril 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Groupement syndical des fabricants de parquet, lambris, moulures et caisses de pin maritime et groupement aquitain des fabricants de palettes (GSP).

Syndicats de salariés :

Fédération BATIMAT-TP CFTC ;

Fédération nationale des travailleurs du bois et activités connexes (FNTB) CGT ;

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois (FNCB) CFDT ;

Syndicat national du personnel d'encadrement de la filière bois-papier (FIBOPA) CFE-CGC.